

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL METTANT EN DEMEURE

**la société TRANSEUROPEAN VII AVIGNON LOGISTIQUE
pour son installation située à COURTHEZON (84 350)**

Le préfet de Vaucluse
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

- VU** le code de l'environnement, notamment le titre I^{er} du livre V et notamment ses articles L. 171-6 L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5.
- VU** le code des relations entre le public et l'administration.
- VU** la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations.
- VU** le décret du 9 mai 2018, publié au journal officiel du 10 mai 2018, portant nomination du préfet de Vaucluse – M. Bertrand GAUME.
- VU** l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, modifié par arrêté du 24 septembre 2020.
- VU** l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 janvier 2018 autorisant la société TRANSEUROPEAN VII AVIGNON LOGISTIQUE sise 2 rue de Clichy à Paris 09 (75 009) à exploiter ses installations situées à Zac Grange Blanche II - 84 350 COURTHEZON.
- VU** l'arrêté préfectoral du 31 août 2020 donnant délégation de signature à M. Christian GUYARD, secrétaire général de la préfecture de Vaucluse.
- VU** le rapport du 15 octobre 2021 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), transmis par courrier du 15 octobre 2021 à la société TRANSEUROPEAN VII AVIGNON LOGISTIQUE, conformément aux dispositions des articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement.
- VU** l'absence d'observation de l'exploitant à la transmission du courrier susvisé.

CONSIDÉRANT que lors de la visite en date du mercredi 15 septembre 2021, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement a constaté que :
Au regard de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 janvier 2018 :

- Le parking PL destiné à l'attente des chauffeurs, situé au nord du bâtiment a été transformé en plateforme de stockage extérieure pour des palettes ;

- Le locataire de la cellule 9 a créé un local fermé non sprinklé au sein de la cellule 9 dans le but d'effectuer des opérations de sablage et de peinture sur bouteilles. Cette modification remet en cause l'efficacité de l'ensemble des installations de détection d'incendie et des moyens de lutte contre l'incendie de la cellule 9 ;
- L'exploitant n'a pas été en mesure de nous présenter des consignes d'exploitation ;
- L'exploitant n'a pas effectué d'exercice de défense incendie depuis la mise en service des installations en décembre 2020 ;
- L'exploitant n'a pas été en mesure de nous présenter le plan de défense incendie ;
- Au centre de la cellule 9 un stockage en masse forme un îlot d'une surface de plus de 500 m² ;
- Les portes piétons communicantes entre les cellules 9 et 8 sont encombrées, ce qui ne permet pas une évacuation rapide ;
- La mesure de débit en simultané sur le réseau de poteau d'incendie n'est pas faite.

Au regard de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 modifié par arrêté du 24 septembre 2020 :

- Le personnel d'un des locataires n'est pas formé sur les risques des installations, à la conduite à tenir en cas de sinistre et à la mise en œuvre des moyens d'intervention. Il n'y a pas de plan de prévention ;
- Une activité de charge de batteries définie au 1.0.1 de l'arrêté du 29/05/00 relatif à la rubrique 2925-1 s'effectue au sein de la cellule 9 (Société Perrin) en dehors du local de charge.

CONSIDÉRANT que ces constats constituent des manquements aux dispositions des prescriptions de :

L'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 janvier 2018 susvisé notamment pour les articles suivants :

- Article 1.3.1 Conformité ;
- Article 2.1.3 Consignes d'exploitation ;
- Article 8.2.5 Moyens de lutte contre l'incendie.
- Article 8.2.7 Plan de défense incendie ;
- Article 9.1.5 Stockage en masse ;
- Article 9.1.8 Dispositions relatives à l'exploitation de l'entrepôt ;
- Article 10.2.7 Auto-surveillance du réseau incendie.

L'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 modifié par arrêté du 24 septembre 2020 susvisé notamment pour les articles suivants :

- Article 13. Moyens de lutte contre l'incendie,
- Article 17. Ventilation et recharge de batteries.

CONSIDÉRANT que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société TRANSEUROPEAN VII AVIGNON LOGISTIQUE de respecter les dispositions susmentionnées de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 janvier 2018 et de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

SUR proposition de Monsieur le directeur départemental de la protection des populations.

ARRÊTE

ARTICLE 1^{er} :

La société TRANSEUROPEAN VII AVIGNON LOGISTIQUE, dont le siège social est situé 2 rue de Clichy à Paris 09 (75 009) est mise en demeure, pour son établissement situé sur la commune de Courthézon (84 350) Zac Grange Blanche II sur les parcelles B n° 1682, 1694, 1696, 1699, 1702, 1704, 1706, 1710, 1712, 1715 de respecter les dispositions suivantes :

Arrêté d'autorisation préfectoral du 15 janvier 2018
Article 1.3.1 – Conformité dans le délai de 3 mois , <ul style="list-style-type: none">• en supprimant le stockage de palettes du parking poids lourd destiné à l'attente des chauffeurs, situé au Nord du bâtiment,• en démontant le local destiné aux opérations de sablage et de peinture sur bouteilles dans la cellule 9.
Article 2.1.3 – Consignes d'exploitation dans le délai de 3 mois , <ul style="list-style-type: none">• en fournissant à l'inspection des consignes d'exploitation dont les locataires seront destinataires.
Article 8.2.5 – Moyens de lutte contre l'incendie dans le délai de 3 mois , <ul style="list-style-type: none">• en effectuant un exercice de défense incendie.
Article 8.2.7 – Plan de défense incendie dans le délai de 3 mois , <ul style="list-style-type: none">• en fournissant à l'inspection un plan de défense incendie conforme à l'article 8.2.7 de l'AP d'autorisation ainsi qu'à l'article 23 de l'arrêté du 11/04/17.
Article 9.1.5 – Stockage en masse dans le délai de 15 jours <ul style="list-style-type: none">• en organisant le stockage en masse afin de former des îlots ne dépassant pas la surface de 500 m².
Article 9.1.8 – Dispositions relatives à l'exploitation de l'entrepôt dans le délai de 15 jours , <ul style="list-style-type: none">• en libérant les accès des portes piétons situées entre les cellules.
Article 10.2.7 – Auto surveillance du réseau incendie dans le délai de 3 mois , <ul style="list-style-type: none">• en effectuant une mesure de débit en simultané conformément à l'article 10.2.7.
Arrêté du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 modifié par arrêté du 24 septembre 2020.
Article 13 – Moyens de lutte contre l'incendie dans le délai de 3 mois , <ul style="list-style-type: none">• en fournissant la justification de la formation du personnel, ainsi qu'à des moyens mis en places pour la formation des intervenants.
Article 17. Ventilation et recharge de batteries sans délai , <ul style="list-style-type: none">• en supprimant l'activité de charge de batterie en dehors du local de charge.

Les délais susvisés courent à compter de la date de notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il sera fait application, indépendamment des poursuites pénales encourues, des sanctions prévues par l'article L. 171-8-II du code de l'environnement.

ARTICLE 3 :

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction, conformément aux dispositions des articles L. 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement.

Un recours peut être formé auprès du tribunal administratif de Nîmes - 16 avenue Feuchères - CS 88 010 - 30 941 NÎMES cedex 09 :

- Par les tiers intéressés dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage du présent arrêté ;
- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Le présent arrêté préfectoral peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais sus-mentionnés.

ARTICLE 4 :

Le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'État en Vaucluse pendant une durée minimale de deux mois.

ARTICLE 5 :

Le secrétaire général de la préfecture de Vaucluse, le directeur départemental de la protection des populations, le maire de Courthézon, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le directeur départemental des territoires, le délégué départemental de Vaucluse de l'agence régionale de santé PACA, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, le colonel commandant le groupement de gendarmerie de Vaucluse sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée à l'exploitant.

Avignon, le 24 NOV. 2021

Le Préfet,



Bertrand GAILME